

Les caractéristiques d'une nouvelle haine

C'est un des traits du dénommé "nouvel antisémitisme" que d'y voir mêlées des dimensions nationales et internationales. C'est là un des effets du courant migratoire qui a vu d'importantes populations, issues du monde arabo-musulman, s'installer en Europe et y devenir des parties prenantes des politiques locales, à la fois comme acteurs de plus en plus affirmés et comme électeurs sollicités par les partis politiques (jusqu'au FN). Le djihad mondial, renforcé par le "califat" de l'Etat Islamique, en guerre contre tous les Etats de la planète, y a transporté sa haine théologique comme les attentats antijuifs perpétrés par des citoyens français l'ont prouvé. La haine de l'Etat d'Israël, dans l'arène internationale, est ainsi devenue un des axes d'un antisémitisme se déployant dans les frontières nationales (à supposer qu'il y en ait encore).

Cette haine a pris en Europe une forme inédite qui lui a rallié un fort courant d'opinion européen qui se veut "éclairé". Elle a en effet trouvé en Israël un vecteur qui lui permet de dédoubler le Juif honni pour se promouvoir et se constituer en acteur légitime sur la scène publique. C'est Israël qu'elle hait, pas "les Juifs". La preuve? Elle émarge à la "mémoire des la Shoah" et à la morale des droits de l'homme. Ainsi le "nouvel antisémitisme" est-il philosémite et moral!

Ce fait, tout à fait nouveau par rapport au passé de l'antisémitisme (qui se promouvait en référence à la "nation", au "peuple", à la "race" (sans se soucier d'incarner "la morale"), découle de l'impact de la mondialisation et de la dominance d'une nouvelle idéologie, post marxiste, le "postmodernisme"¹.

Cette double dimension, nationale et internationale, fut à l'œuvre dès les débuts de la vague antisémite en France, sous la présidence chiraquienne, lorsque, engagé aux côtés du monde arabe contre l'intervention américaine en Irak lors de la guerre du Golfe, Chirac craignait que la révélation de l'existence d'un antisémitisme français fournisse au département d'Etat une occasion de fustiger la France déjà en position difficile vis à vis de son "allié". Il était en effet persuadé que le Lobby juif américain avait sur la politique américaine une influence décisive². Alerter sur l'antisémitisme fut alors tenu pour un acte anti-français. C'est ainsi que naquit le déni de l'existence de l'antisémitisme en France, dont les métastases sont toujours à l'œuvre.

Une ambiance

Je ne referai pas l'histoire de l'hostilité légendaire du Quai d'Orsay au sionisme, telle que David Pryce Jones l'a parfaitement traitée dans *Un siècle de trahison. La diplomatie française et les Juifs. 1894-2007* (Denoël, 2008), ni ne rappellerai comment la France gaullienne a aidé le Mufti de Jérusalem à échapper au Tribunal de Nuremberg³. L'histoire est longue. Nous en avons deux nouveaux épisodes aujourd'hui avec le vote du Parlement en standing ovation en

¹ Cf. S. Trigano, *La nouvelle Idéologie Dominante, le post-modernisme*, Hermann-Philosophie, 2013

² Il emmena ainsi avec lui dans un de ses voyages aux Etats Unis une délégation des notables du judaïsme français chargée de confirmer auprès du judaïsme américain qu'il n'y avait pas en France d'antisémitisme. Ce qu'elle fit et ce dont l'histoire gardera la mémoire.

³ En lire le récit extraordinaire, puisé aux Archives du Quai d'Orsay par Tsilla Hershco, "Le grand Mufti de Jérusalem en France, histoire d'une évasion" in *Controverses* n°1, 2006. À télécharger: http://controverses.fr/pdf/n1/grand_mufti.pdf

faveur de la reconnaissance de l'Etat de Palestine et la proposition française au Conseil de sécurité d'imposer des observateurs internationaux sur le Mont du Temple. Cette démarche à l'international fut précédée, sous Sarkozy, du soutien de la France à l'entrée à l'Unesco de "l'Etat de Palestine", sans négliger, toujours sous Sarkozy, les votes ou abstentions de la France en défaveur d'Israël, dans les instances internationales. On parle aujourd'hui de la création conjointe avec la France d'un Musée de Palestine... Le Louvre à Djénine?

La France a ainsi clairement épousé, et sans restriction, la cause palestinienne, tous gouvernements confondus, et cela se ressent dans l'ambiance et l'atmosphère de la société, celle que nous connaissons depuis quinze ans et que j'ai pour ma part amplement décrite⁴. Il suffit d'ouvrir la télé ou un journal pour constater que la perspective générale sur les événements est celle de l'opinion publique qu'on rencontre normalement et universellement dans tous les pays arabes, il faudrait ajouter "musulmans" si on pense à la Turquie, à l'Iran, sans compter les Philippines, etc.

C'est l'effet d'un parti pris idéologique qui accuse sans cesse Israël, renverse les rôles, stigmatise la cruauté des Israéliens, pervertit les critères de la morale et de la responsabilité. Rien que ce constat est déjà accablant. Certains d'entre nous ont entrepris de lutter contre ces malversations idéologiques et intellectuelles mais sans réussir. 15 ans après la situation en est au même point.

Cet état de faits s'avère extrêmement grave quand on constate qu'il n'y a pas là à l'œuvre des phénomènes erratiques mais un véritable système, ce qui est proprement incroyable dans une société réputée ouverte et libre. Il y a effectivement une source principale du discours médiatique: l'A.F.P., l'instance qui rend compte des événements du Moyen Orient et les met en mots. L'AFP, source d'information générale de tous les médias français, possède effectivement un code terminologique spécial pour en rendre compte. Or, elle est en lien étroit avec le Quai d'Orsay... Ici le pouvoir médiatique rejoint le pouvoir politique. C'est ce qui permet de se demander si il y a une doctrine d'Etat concernant la façon d'orienter le débat public en la matière.

Le dévoiement des faits dans le discours médiatique ne serait ainsi pas uniquement l'effet de l'idéologie gauchiste rampante des milieux journalistiques concernés mais d'une véritable politique. Le grand public a vaguement conscience de cet état de faits quoique sur un autre plan, avec le "politiquement correct" qui privilégie l'islam dans les événements dramatiques qu'il inspire à certains de ses adeptes. Personne n'est dupe mais un discours à deux niveaux s'est imposé. Le public sait que ce qu'en dit le journaliste ne reflète pas la réalité qu'il expérimente, lui, concrètement. La France est un pays où l'on n'appelle pas un chat, un chat!

Ce constat devient problématique quand on met en rapport cette "ambiance" générale de la société française avec les agressions antisémites qui y sont perpétrées au nom de la Palestine, des "enfants de Gaza" (*dixit Merah*), etc. Dans les villes françaises, c'est le Hamas qui manifeste ouvertement, dans l'indifférence générale et donc l'assentiment. "Tensions intercommunautaires"! Or il faut comprendre là aussi ce qui se produit: la Palestine est devenue le vecteur légitime de la montée sur la scène politique *française* des tenants de l'islamisme et de l'islam en général. C'est la seule occasion où le Hamas manifeste dans la rue. C'est ce qui explique aussi pourquoi on célèbre, sans sourciller, des terroristes palestiniens dans certaines municipalités communistes. C'est la confirmation que la Palestine est devenue

⁴ Cf. S. Trigano, *Quinze ans de solitude. Juifs de France, 2000-2015*, Berg International, 2015.

une cause légitime dans l'opinion, défendue par l'Etat dans sa politique. Elle a pour revers la réprobation universelle d'Israël. Qui rejaillit sur les Juifs locaux.

Celà n'est pas sans effets car la déformation médiatique des faits ne peut qu'inciter au passage à l'acte contre les Juifs. Tant qu'ils semblaient être les seuls à en souffrir, l'opinion et l'Etat se sont accoutumés à la situation. On mit alors encore plus de barrières autour des Juifs comme pour enfermer le mal et éviter qu'il ne gagne toute la société, qui trouva normal que seuls les Juifs aient à vivre derrière des barrières. Quand ce fut Charlie Hebdo - c'est à dire la gent médiatique - qui fut touché, là, "l'hyper-cacher" devint une cause nationale. Mais sans lendemain.

La dernière tentative d'assassinat au couteau de trois Juifs dans les rues de Marseille reproduisant la fièvre meurtrière des Palestiniens à Jérusalem et en Israël doit être mise en lien avec la façon dont les médias français ont unanimement rendu compte de la guerre de religion palestinienne, en mettant systématiquement en avant l'élimination des assassins avant d'évoquer leurs victimes, en frappant d'un signe d'exécration sacrée ("colons"!) les victimes juives, en justifiant la cruauté sacrilege et religieuse des assassins et de leurs familles, en accusant Israël de façon permanente, en ne condamnant pas le mensonge palestinien sur le Mont du Temple et en accréditant ainsi la raison d'être d'une guerre de religion tous azimuts de l'islam et d'abord en France. C'est un permis d'agresser *en France* qui a été ainsi implicitement délivré par le discours médiatique.

Les deux derniers épisodes

J'en viens maintenant à la portée des deux derniers épisodes de cette histoire. Le vote du Parlement en est bien sûr le point d'orgue, déjà par le manquement de la France à sa propre parole. Elle fut en effet une puissance garante du respect des Accords d'Oslo qui prévoyait qu'aucun acte unilatéral ne serait possible, or c'est bien ce que l'Autorité palestinienne a fait en proclamant un Etat et ce que la France a récompensé. Rappelons que l'Autorité palestinienne n'existe que parce qu'Israël a bien voulu remettre à l'OLP, une organisation terroriste, des territoires (que les Palestiniens n'ont jamais eus : ils avaient été envahis et annexés par la Jordanie et l'Egypte), un embryon d'armée, une reconnaissance internationale. La France garantissait ce que l'histoire jugera comme une folie au regard des annales de l'histoire des relations internationales. Or Israël se retrouve en butte aujourd'hui à l'activisme de sa créature qui se livre à une attaque tous azimuts contre lui sur un plan mondial.

On ne peut mesurer la portée de cette reconnaissance qu'en la replaçant dans son contexte réel, celui du discours, de la politique de l'Autorité et de la société palestiniennes. L'Etat de Palestine (et depuis quand reconnaît-on un Etat qui n'existe pas?) est une dictature (depuis 2009 Abbas occupe le pouvoir et écarte les élections), corrompue par les sommes gigantesques que l'Europe et la France déversent sur elle pour donner l'illusion de sa viabilité. Son pouvoir est universellement contesté par le Hamas, en tête des sondages en Cisjordanie, qui, lui, dirige à Gaza un autre "Etat de Palestine" *de facto*, un Etat islamiste et génocidaire. L'Etat de Palestine tomberait inéluctablement dans ses mains au lendemain de sa création et c'est Israël qui empêche le Hamas de faire la loi dans le territoire sous Autorité palestinienne. Mais le plus grave est que l'Etat de Mahmoud Abbas est, déjà une puissance irrédentiste qui ne reconnaît pas Israël, sa légitimité ni son identité nationale. Une fois établi, il activera la revendication du "droit au retour", puis de l'indépendance des Arabes israéliens, en une suite de guerilla sans fin et de toutes sortes, devenu capable de viser Israël dans ses centres vitaux. Ramallah est à quelques kilomètres de Jérusalem et offre une vue de surplomb sur Tel Aviv et le centre névralgique du pays.

La France reconnaît ainsi un substitut de l'Etat d'Israël, appelé et encouragé à prendre sa place à l'avenir. Elle démontre de surcroît qu'Israël ne peut absolument pas se fier à sa parole, ni, plus largement, à la lettre des traités internationaux qui s'avèrent n'être que des chiffons de papier circonstanciels. Le Quai d'Orsay a déjà entériné, comme on l'entendait dans les années 2000, la disparition programmée de l'Etat d'Israël (rappelons nous l'exclamation de l'ambassadeur de France à Londres, sur "ce petit Etat de m..."). Il partage sans aucun doute cette "prévision" avec l'Union européenne.

C'est bien ce qui transparait avec la démarche de la France au Conseil de sécurité concernant le Mont du Temple. Y installer des observateurs internationaux, ce serait la première étape de l'internationalisation du statut de Jérusalem, vieux rêve du Quai d'Orsay et des puissances européennes. C'est la porte ouverte à l'établissement ultérieur d'une souveraineté palestinienne à Jérusalem (on sait que le bloc arabo-musulman à l'ONU (une soixantaine de pays) fait le jour et la nuit dans les instances internationales). C'est donc clairement un déni de la souveraineté israélienne, un déni du respect du *statu quo* par Israël, une prime au mouvement islamiste israélien (c'est la faute sécuritaire du gouvernement israélien si un tel mouvement a pu exister ouvertement) qui a fomenté les troubles.

La proposition conforte en fait la nouvelle stratégie de l'OLP: instrumentaliser les Arabes et députés israéliens appelés à se porter au secours de la désécration - mensongère - de la mosquée El Aksa, pour en faire *de facto* un lieu extra-territorial et à partir de là activer une guerre civile en Israël même, pour chasser Israël des territoires et de Jérusalem. Les Palestiniens ne font que s'engouffrer dans une terrible défaillance du pouvoir israélien qui avait remis, en 1967, les lieux au Wakf, autrefois sous gouverne jordanienne, démission d'un Etat démocratique souverain devant une instance religieuse.

L'impact sur les Juifs français

Il n'y a pas qu'un aspect politique dans la démarche de la France. Il n'y a pas qu'un énième acte de favoritisme envers l'islam. Elle implique une attitude envers le judaïsme et donc les Juifs français. Le moins que l'on puisse dire, c'est que leur histoire et leur intérêt religieux sont négligés. Le Mont du Temple est le lieu le plus saint du judaïsme ainsi que le Mur, reste du deuxième Temple de Jérusalem. C'est en effet même ce "mur" qui est l'enjeu puisque le suprématisme palestinien avance qu'il fait aussi partie d'El Aksa, en vertu d'une légende selon laquelle la jument de Mahomet se serait "envolée" de ce mur, ce mur qui, pourtant, fut déségré et devint une latrine du temps de l'occupation jordanienne de Jérusalem de 1948 à 1967.

Tout le monde trouve normal que les Juifs soient interdits de monter, non dans les mosquées - qui leur sont interdites - mais sur les vastes terrasses de la montagne qui sont des terrains libres, et même d'y élever une prière, un acte de parole pourtant, sans trouver qu'il y a là une atteinte à leur liberté de culte. Cette interdiction serait de l'ordre de l'évidence dans un pays musulman mais elle ne l'est pas dans un Etat juif souverain. Et pourtant, Israël a édicté une telle interdiction et les Juifs y sont interdits de prière. Ce qui ne suffit plus à la vindicte palestinienne.

En activant la guerre de religion, l'Autorité Palestinienne de concert avec le Hamas a fait de l'extra-territorialisation, de droit comme de fait, du Mont du Temple le noyau de sa reconquête de la "Palestine" (c'est à dire aussi d'Israël). Cette stratégie fédère tous les camps

palestiniens, l'islam mondial, les puissances mondiales et le Conseil de sécurité (cf. la visite à l'improviste de Ban Ki Moon qui, vraiment, n'a pas d'autre occupation!).

Quelle image du Juif?

Dans ce paysage, quelle image du Juif se dessine-t-elle en France? Une image supplémentaire s'est faite sa place avec de plus en plus d'ampleur durant ces 3 dernières années, depuis l'attentat de Toulouse en 2012 : le Juif, symbole et garant de la République. Elle se réactive répétitivement à chaque attentat visant des Juifs: "toucher à un Juif, c'est toucher à la République". Une image compassionnelle.

Elle est dans l'immédiat "gratifiante", mais quand on y réfléchit, elle s'avère profondément inquiétante. A l'épreuve de ce que nous venons d'analyser, tout d'abord, elle n'est pas convaincante à moins que les décideurs politiques soient singulièrement aveugles à la nature de la menace spécifique pesant sur les Juifs et à son lien avec la politique médiatique nationale. Elle n'est pas convaincante non plus à l'égard du déni et de la négligence dont le phénomène antisémite a été l'objet depuis 15 ans du fait des gouvernements successifs et des instances de la société civile, même si, sur le plan sécuritaire, il y a depuis l'hypercasher un ressaisissement. Il faut remarquer que la compassion est devenue en règle générale une politique du gouvernement socialiste en échec sur tous les plans. Toutes ces inaugurations, ces commémorations, ces cérémonies font office d'écran à la réalité et de soporifique politique. L'émotion submerge l'intellect.

Mais c'est en elle même que cette représentation de la figure juive est problématique car sa sacralisation des Juifs constitue pour eux un empêchement de vivre, une momification. Elle est victimaire et les assigne à la posture de la victime éplorée, mais dont la culpabilité au regard des assassins est fondée⁵: "colons!", bien sûr... Le Juif comme emblème de la République est quelque peu contradictoire de l'historicité judaïque de l'Etat d'Israël (Mont du Temple, Jérusalem), à laquelle a aussi part la personne juive en France, et de son historicité politique tout court. La politique palestinienne de la France ne peut conduire qu'au recul et à l'affaiblissement de la souveraineté symbolique et politique d'un Etat juif. A moins qu'au contraire cette image ne s'accorde très bien avec les autres images: le Juif comme emblème de la République n'est exalté que parce que son historicité est déniée. Il incarne la victime sacrée qui ne s'appartient pas et qui appartient au public dont elle est le témoin révélateur, votif, exposé au sacrifice. Et en ce sens révééré. Demain, crainte.

Face à un tel paysage, le silence des représentants juifs est assourdissant. Mais peut-être est-il au contraire en phase avec ce qu'est devenue la communauté juive?...

⁵ La fameuse parole de Hubert Védrines déclarant au début des années 2000 comprendre pourquoi les "jeunes des banlieues" s'en prenaient à des Juifs français résonne encore.